

**TITRE:** L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT EN CONTEXTE DE POLYCRISE : UN VOIE FÉMINISTE COMME ALTERNATIVE DURABLE

**AUTEURE:** GABRIELLE GOYET

**PUBLICATION:** RECHERCHE ET POLITIQUE APPLIQUÉE, VOLUME 1 - NUMÉRO 1

**ÉDITEUR:** LES ÉDITIONS DE L'UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE

**ANNÉE:** 2025

**PAGES:** 26-44

**ISSN:** 1921-7803

**URI:** [HTTP://HDL.HANDLE.NET/11143/22559](http://hdl.handle.net/11143/22559)

**DOI:** [HTTPS://DOI.ORG/10.17118/11143/22559](https://doi.org/10.17118/11143/22559)



Cet ouvrage est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons [Attribution 4.0 International](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/).



# L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT EN CONTEXTE DE POLYCRISE : UNE VOIE FÉMINISTE COMME ALTERNATIVE DURABLE?

## Article scientifique

Gabrielle Goyet

Candidate à la maîtrise en études politiques appliquées, Université de Sherbrooke

**Résumé :** Depuis 2012, la situation au Mali a connu une dégradation majeure, si bien que l'on peut désormais établir qu'il s'agit d'un contexte de polycrise. Le pays fait face à une déstabilisation générale de son système, les crises de la gouvernance, sécuritaire et humanitaires étant enchevêtrées à un point tel qu'il est désormais presque impossible de distinguer les racines de ces crises individuellement. Au carrefour de ces crises, on retrouve les femmes, filles et adolescentes, disproportionnellement affectées par la polycrise en raison de leur genre. Devant ce scénario, l'aide au développement est plus nécessaire que jamais, mais elle se doit d'être réfléchi en fonction de ce contexte particulier. Le Canada, dans le cadre de sa Politique d'aide internationale féministe (PAIF), intervient toujours au Mali malgré ces bouleversements. Par une série d'entrevues menées auprès de fonctionnaires et de partenaires d'Affaires mondiales Canada, il est possible d'établir que la PAIF est mise en œuvre au Mali en combinant des approches ascendantes (*bottom-up*) et descendantes (*top-down*) afin d'agir sur deux fronts. En matière de projets d'aide au développement, le Canada se penche sur la polycrise à la fois sectoriellement et transversalement. En incorporant la composante genre dans son approche, le Canada s'assure de maintenir un fil conducteur dans son aide au développement, tout en permettant une certaine flexibilité quant aux champs d'action visés par les projets. Le contexte instable entraîne cependant des conséquences bien perceptibles sur la mise en œuvre de la PAIF au Mali, venant complexifier l'évaluation des retombées concrètes des investissements canadiens dans le domaine.

**Mots clés :** Aide au développement, Mali, polycrise, Canada, PAIF

Le [Mali], longtemps considéré comme stable, est confronté, depuis 2012, à une crise politico-sécuritaire et un conflit armé dans le nord qui ont lourdement affecté sa croissance économique, sa cohésion sociale et sa stabilité politique, rendant ainsi difficile la circulation des personnes et des biens. Cette crise multiforme a affecté la mise en œuvre des priorités de développement, la coordination des programmes et la mobilisation de ressources adéquates (internes et externes) pour le financement de la mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable (ODD) (UNFPA, 2019, 9).

C'est ce que l'on pouvait lire dans le rapport annuel 2017-2018 du Fonds des Nations unies pour la population au Mali. 5 ans plus tard, l'ONU reconnaît toujours que le pays est en situation de « crise multiforme », selon les rapports officiels du Programme des Nations unies pour le développement (2023, 6). La guerre civile, entamée en 2012, a donné naissance à une multitude de crises – sécuritaire, institutionnelle et humanitaire, entre autres – encore actives à ce jour. Cet enchevêtrement de crises continue d'affecter les populations locales. Parmi les groupes les plus affectés par cette « polycrise », on dénote une dégradation majeure dans le domaine des droits et libertés des femmes, filles et adolescentes du Mali (Plan International, 2023).

Malgré la complexité du contexte, plusieurs pays ont décidé de maintenir leurs investissements en aide au développement pour tenter de limiter les conséquences négatives de cette polycrise. Annuellement, le Mali reçoit plus de 1 milliard de dollars en aide publique au développement de la part des membres du Comité d'aide au développement de l'OCDE. Les sommes injectées sont demeurées relativement stables au fil des ans, passant de 1,267 milliard en 2011 à 1,134 milliard en 2022 (OCDE, 2024, 505). En 2022, les trois principaux donateurs étaient les États-Unis (182,4 M\$), l'Allemagne (96,1 M\$) et le Canada (71,5 M\$), soit trois États ayant investi des sommes relativement constantes depuis plus d'une décennie au Mali (OCDE, 2024, 504-5). Le Canada se distingue toutefois de ces deux homologues en raison de son approche particulière : son aide au développement est dispensée de façon à prioriser les femmes, les filles et les adolescentes, conformément à sa Politique d'aide internationale féministe (PAIF).

Sachant que les femmes ont tendance à être invisibilisées davantage en contexte de crise (Harman, 2018) et qu'elles ressentent de façon disproportionnée les effets des crises en raison de leur genre (Allen, 2022; Mooi-Reci et Risman, 2021; Becky, 2021; Kabeer, 2015), une telle approche pourrait être une alternative intéressante pour un développement durable en contexte de polycrise. Comment la Politique d'aide internationale féministe du Canada s'applique-t-elle dans un contexte comme celui du Mali? Par des entrevues semi-dirigées auprès de personnes issues du milieu de l'aide internationale canadienne au Mali, il sera possible d'établir comment l'aide au développement canadienne est mise en œuvre. L'approche féministe canadienne est-elle plutôt ascendante ou descendante? Les crises sont-elles abordées holistiquement ou sectoriellement par l'aide? Et surtout, en quoi le contexte affecte-t-il la mise en œuvre de la PAIF?



## Polycrise et genre

Depuis 2012, le contexte malien a connu des perturbations majeures, passant d'un pays relativement stable à l'un des terrains les plus marqués par l'insécurité au monde. On peut aujourd'hui affirmer qu'il s'agit d'un contexte de polycrise, en raison de la multiplicité de crises s'y rattachant.

Concept emprunté à Edgar Morin et Anne Brigitte Kern (1999), la polycrise se caractérise par la superposition et la rencontre de multiples crises, le concept de « crise(s) » en soi étant insuffisant pour rendre compte de la nature complexe des interactions entre de multiples crises qui se croisent (Jakupec, 2024). Comme formulé par l'historien Adam Tooze (2022), « dans la polycrise, les chocs sont disparates, mais ils interagissent entre eux, de sorte que l'ensemble est encore plus insurmontable que la somme des parties ». Ces chocs se multiplient et amplifient mutuellement leur force d'impact, de façon à engendrer ultimement une « déstabilisation générale du système » (Godin, 2023). Les polycrises sont reconnues pour leur complexité, rendant impossible d'isoler une cause simple. Afin de les comprendre pour ce qu'elles sont vraiment, les polycrises doivent donc être abordées et approchées de façon holistique (Frayssinhes, 2023). Il faut également considérer que la polycrise est en transformation constante en raison de sa multidimensionnalité. Comme le propose Godin (2023), le lien est réciproque : en raison de sa fluidité, la polycrise modifie son environnement, mais son environnement la porte également à évoluer.

Le basculement initial au Mali vers cette polycrise a été engendré par une conjoncture particulière, alors que plusieurs événements majeurs se sont succédés en 2012 (Francis, 2013). Entre l'insurrection sécessionniste touareg, le coup d'État contre le président Amadou Toumani Touré et l'expansion des groupes djihadistes, le pays a été fortement ébranlé. Malgré la multiplication des interventions étrangères, le Mali est aux prises avec une crise sécuritaire qui ne s'essouffle pas. La junte militaire malienne, toujours au pouvoir, est ouvertement en conflit sur trois fronts contre l'État islamique dans le Grand Sahara (EIGS), le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM) et le Cadre stratégique pour la défense du peuple de l'Azawad. On assiste également à une intensification des offensives militaires et des répressions sur les populations civiles par les divers groupes armés, l'insécurité croissante ayant été nourrie par le retrait de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali en 2023 (USAID, 2023 ; Sauvage, 2023). Le pays a d'ailleurs connu un bilan inégalé en termes de décès causés par la violence cette même année (UCDP, 2024). Cette forte insécurité expose les femmes à des risques accrus d'agressions et de violences basées sur le genre (VBG), fréquemment victimes collatérales des conflits armés (ASF, 2019). Les filles et les adolescentes subissent également les contrecoups de l'insécurité, souvent retirées des écoles par obligation de couper dans les dépenses familiales ou en raison d'attaques djihadistes contre les établissements scolaires (Terriennes, 2021). L'insécurité impacte également les secteurs économiques dans lesquels les femmes sont les plus actives, tels que le commerce et l'agriculture (Loua et Dicko, 2019).



Sur le plan de la gouvernance, les choses sont aussi instables. Deux autres coups d'État se sont produits en 2020 et 2021, concrétisant le scénario de crise institutionnelle. La junte contribue à un renforcement des structures patriarcales en place et accentue les inégalités entre les genres (Mills, 2000; Abiral, 2016), et instrumentalise la participation politique des femmes pour se maintenir au pouvoir (Donno, Fox et Kaasik, 2022). Le pays n'a toujours pas réussi à réinstaurer un gouvernement démocratiquement élu, et le mécontentement de la population est de plus en plus évident (Daniel, 2024). Dans les régions marquées par l'insécurité, les acteurs non étatiques sont beaucoup plus présents que les acteurs étatiques, ce qui contribue à la crise de légitimité des institutions, amenant les populations locales à considérer les acteurs non étatiques comme plus efficaces que les acteurs gouvernementaux (Tobie et Sangaré, 2019). Ces luttes d'influence ont contribué depuis quelques années à une montée en puissance de leaders religieux, notamment à cause de la perte de crédibilité du gouvernement, ce qui a engendré une dégradation des droits des femmes. Ce gain d'influence a bénéficié à plusieurs leaders musulmans – dont certains extrémistes – qui possèdent désormais une légitimité accrue au sein de l'opinion publique (Holder, 2021). Ces figures profitent de leur tribune et de leur crédibilité pour faire avancer un agenda très traditionnel, voire rétrograde, notamment sur le plan des droits des femmes et des filles. Certains leaders religieux défendent par exemple les mariages juvéniles « au nom d'une vertu religieuse » (Traoré et Dicko, 2019), ou encore une réappropriation de l'excision par des musulmans radicaux (Jean-Loup, 2018).

À cela se jumèle une crise humanitaire majeure, notamment en raison de l'insécurité alimentaire et de l'accès déficient aux services de santé et d'éducation. Les vastes mouvements de population, où les femmes et les enfants sont surreprésentés, engendrent des pressions importantes sur les services (UNHCR, 2024). En mars 2024, 7,1 millions de personnes étaient en besoin d'aide humanitaire et de protection, soit environ une personne malienne sur trois (UNOCHA, 2024). À cela s'ajoute le fait que certaines organisations internationales se sont retirées du nord et du centre du Mali, à l'instar de Médecins sans frontières, qui ont fait évacuer certaines de leurs équipes en 2023 (MSF). L'approvisionnement en denrées et en matériel médical se fait donc plus difficile, complexifiant l'accès à des services pour les populations locales.

Pour en revenir à la définition de Tooze, on peut donc affirmer que le Mali est en situation de poly-crise : les chocs ont été multiples et disparates, mais l'enchevêtrement entre ces crises est indéniable. Entre les problèmes de gouvernance, l'insécurité et le manque de ressources humanitaires, il est devenu impossible d'aborder la situation malienne en tentant de départager ses composantes, comme si elles n'avaient pas d'interactions entre elles. La déstabilisation du système s'est généralisée, a évolué et s'est transformée au fil des ans. Et à l'intersection de toutes ces crises, on retrouve les femmes, disproportionnellement affectées en raison de leur genre.



En ce sens, les approches féministes peuvent s'avérer des alternatives durables pour considérer les femmes dans l'élaboration et la mise en œuvre de l'aide au développement dans ce contexte de polycrise (Aguinaga *et al.*, 2012). En revanche, cela doit se faire de manière à prendre en considération la singularité des populations locales, sans reproduire des systèmes d'oppression (patriarcaux, racistes ou colonialistes, par exemple) (St-Georges, 2023; Sondarjee, 2020). Ceci exige une ouverture aux diverses formes que peut prendre le féminisme, sans imposer un féminisme blanc libéral dans une société où cela ne concorderait pas avec les us et coutumes locaux (Khan, Dickson et Sondarjee, 2023). Conséquemment, moyennant une certaine flexibilité et ouverture, la PAIF du Canada pourrait potentiellement être une alternative durable pour mitiger, voire contrer, certains effets genrés de la polycrise, qui s'avèrent très nombreux. Les femmes étant à l'intersection des différentes crises, elles peuvent également être au centre de la résolution de celles-ci si l'on reconnaît leur agentivité et qu'on les inclut dans l'élaboration et la mise en œuvre de solutions de développement durable (Dankelman et Naidu, 2020).

## L'approche féministe canadienne

En matière d'aide au développement, les approches sont multiples, et les résultats sont tout autant disparates (Ramalingam, Ben. 2015). L'instabilité, qu'elle soit politique, économique ou sociale, interfère également dans les retombées de l'aide (Zoellick, 2008). Dans le paysage des donateurs au Mali, le Canada se distingue des autres bailleurs de fonds en raison de son approche féministe. La Politique d'aide internationale féministe, mise sur pied en 2017 par le gouvernement libéral de Justin Trudeau, oriente toutes les actions du Canada en termes d'aide au développement. Elle établit comme champ d'action transversal « l'égalité des genres et le renforcement du pouvoir des femmes et des filles », en s'assurant que cette composante soit intégrée, à degré variable, dans tous les projets et dans le financement en aide internationale (AMC, 2017). L'égalité entre les genres y est présentée comme le moyen « le plus efficace pour bâtir un monde plus pacifique, plus inclusif et plus prospère » (AMC, 2017, iv). Par cette politique, le Canada fait la promotion de ses intérêts politiques en tentant de se positionner comme leader à l'échelle mondiale en matière d'égalité entre les genres (Chapnick, 2019), mais il tente également d'institutionnaliser une nouvelle façon de faire de l'aide au développement, postulant que cela pourrait engendrer davantage de retombées dans les pays bénéficiaires (Starr et Mitchell, 2018).

La PAIF a toutefois été critiquée dans les premières années suivant son instauration pour sa promotion d'un féminisme libéral excluant plusieurs groupes et communautés (Morton, Muchiri et Swiss, 2020). Le Canada a également été pointé du doigt pour surpolitiser et dépolitiser simultanément le genre pour s'adapter aux environnements politiques dans lesquels la PAIF est implantée, notamment les États fragiles et touchés par des conflits (Cadesky, 2020). Mais malgré ces critiques, la PAIF possède le potentiel de faire avancer les enjeux féministes à condition de se fonder sur les besoins réels des communautés en considérant véritablement les localités, et en s'appuyant sur une diplomatie solide sur le terrain (Deschamps-Laporte, 2021).



Si le Canada est l'un des trois plus importants donateurs en termes d'aide au développement pour le Mali, le Mali est également l'un des trois principaux bénéficiaires de l'aide canadienne. Affaires mondiales Canada (AMC), le principal ministère canadien chargé du développement international, a investi 508,2 M\$ en aide au développement sous forme bilatérale au Mali entre 2017 et 2022 (Canada, 2024). Ces sommes ont été dépensées de plusieurs façons, allant du financement de projets externes, aux initiatives multilatérales, en passant par l'appui budgétaire au gouvernement malien.

## Directions, approches et considérations

Les approches ascendantes (*bottom-up*) et descendantes (*top-down*) sont deux des grands paradigmes pour analyser les dynamiques d'intervention et d'influence. Dans le cas présent, il est possible de reprendre ces dynamiques pour tenter d'expliquer la mise en œuvre de la PAIF au Mali. Les approches ascendantes et descendantes peuvent être employées pour comprendre la façon dont l'aide au développement est planifiée, mise en œuvre et évaluée. Elles servent notamment à comprendre quelle voie d'entrée est priorisée – quel est le public cible initialement – et qui est le public cible ultime.

Les approches descendantes, ou « top-down », sont caractérisées par une dynamique où les décisions prises par le « haut », en l'occurrence par des décideurs publics ou une élite, et découlent ensuite vers le « bas », soit les populations. Dans cette perspective, on aspire à engendrer un changement sociétal en impactant l'agenda public par l'inclusion de nouvelles priorités par le haut de la pyramide, qui se reflétera par la suite dans l'ensemble de la population, une logique à l'instar de la théorie du ruissellement (Okun, 1975). Les approches descendantes ont plusieurs avantages, notamment le fait de pouvoir mettre en œuvre de vastes politiques et programmes à plus grande échelle, en centralisant les prises de décisions (Sachs, 2005). L'implémentation de ces changements d'orientation peut se faire plus ou moins rapidement, de façon drastique ou incrémentale (Sabatier, 1986). En contrepartie, les approches descendantes sont critiquées pour leur manque de flexibilité et de considération des complexités locales et spécifiques, présentant souvent une approche trop homogène et uniforme (Scott, 1998). En aide au développement plus spécifiquement, on leur reproche d'être inefficaces la plupart du temps, notamment en raison d'une dépendance croissante à l'aide extérieure (Moyo, 2009) et d'un manque de considération des besoins réels des populations (Easterly, 2007). De surcroît, les approches par le haut exigent une certaine stabilité chez les élites et les décideurs publics pour être efficaces, ce qui n'est pas toujours le cas.

À l'opposé, les approches ascendantes, ou « bottom-up », mettent l'accent sur l'engagement des populations locales, notamment par la participation citoyenne et une prise de décision décentralisée. Les décisions vont souvent être prises plus localement, et les actions seront menées à une échelle plus micro. Dans le cas de l'aide au développement, cela signifie de mettre sur pied des projets en concertation avec les populations locales afin d'identifier les besoins réels, et de les inclure dans la mise en œuvre pour pérenniser l'action (Scott, 1998 ; Easterly, 2007). Cela permet également de mieux



considérer la culture et les savoirs locaux, souvent mieux adaptés à la réalité terrain (Uphoff, 2017). La logique est qu'en apportant suffisamment de changements de proximité, cela mènera ultimement à une amélioration plus généralisée de la situation. Puisque les projets et initiatives sont réappropriés par les communautés locales, les chances de succès à long terme sont plus élevées puisque cela diminue la dépendance envers des acteurs externes, en faisant une approche généralement plus durable (Moyo, 2009). En revanche, compte tenu des spécificités des différentes localités et de la multiplication des initiatives dans ce genre d'approche, cela exige souvent beaucoup plus de ressources. La coordination est plus difficile à faire, considérant la multitude d'acteurs impliqués et la diversité des contextes. Cela peut donc exiger une plus longue période avant que les changements soient perceptibles.

Si les dynamiques *top-down* et *bottom-up* permettent d'identifier les publics cibles des interventions en aide au développement, il faut également considérer le niveau d'intervention, à savoir si les crises sont abordées séparément ou dans leur ensemble. Comme discuté précédemment, on peut établir que le Mali est en situation de polycrise, considérant l'enchevêtrement de crises complexes, s'amplifiant mutuellement et se transformant continuellement. Une question survient alors : le Canada intervient-il au Mali en ayant pour objectif de gérer les crises dans leur individualité, ou la polycrise comme un tout?

Frayssinhes propose que pour comprendre les polycrises dans toute leur complexité, elles doivent être abordées de façon holistique (2023). Lawrence et *al.* (2024) soulignent que cette même logique est applicable à la gestion des polycrises : les crises étant intimement liées et s'influençant réciproquement, une approche intégrée est essentielle pour les aborder efficacement. En raison de leurs interdépendances et leurs interconnexions, s'attaquer à une crise unique pourrait risquer de l'accroître ou d'anéantir les efforts déjà mis en branle pour en résoudre d'autres (Baum et Barrett, 2018). De surcroît, sans même parler de polycrise, les contextes d'instabilité exigent que l'aide au développement soit évolutive, sujette à des évaluations périodiques, et ouverte à l'ajustement en continu pour avoir une certaine efficacité (Ramalingam, 2013). Comment la PAIF se positionne-t-elle dans ce tableau? L'approche préconisée par le Canada est-elle plutôt ascendante ou descendante? La polycrise malienne est-elle considérée de façon holiste ou plutôt segmentée? Et l'aide s'avère-t-elle flexible et évolutive, ou est-elle plutôt rigide?

## Méthodologie

Afin de comprendre les dynamiques d'implémentation de la PAIF au Mali en contexte de polycrise, des entretiens ont été menés avec des personnes impliquées dans la mise en œuvre de la PAIF au Mali. 8 entretiens semi-dirigés ont été menés virtuellement, avec des personnes aux profils variés. L'échantillon comportait des individus travaillant pour Affaires mondiales Canada, tant canadiens que maliens (travaillant depuis le Canada ou au Mali), ainsi que des personnes issues d'organismes partenaires, canadiennes et maliennes, mettant en œuvre des projets financés par AMC. Les discus-



sions ont été guidées par une grille d'entrevue non restrictive, visant à comprendre comment l'aide au développement canadienne est structurée au Mali, et à recueillir le ressenti des personnes interviewées face au contexte mouvementé.

Les entrevues ont été enregistrées à la suite de l'obtention du consentement des personnes participantes, et des transcriptions ont été faites. Les verbatims ont ensuite été traités en analyse thématique pour faire ressortir les aspects récurrents. En raison de la taille limitée du corpus, les données non répétitives n'ont pas forcément été délaissées, puisqu'elles pouvaient tout de même avoir une pertinence. L'objectif était également de construire un panorama pour schématiser comment la PAIF est mise en œuvre en contexte de polycrise, et comment le genre est considéré par cette politique, et en quoi le contexte impacte son application.

## **Avancer sur deux fronts**

Les entretiens menés avec les personnes impliquées dans l'aide au développement financée par AMC ont permis d'identifier deux volets d'intervention pour l'aide bilatérale : un volet programmatique, et un volet politique.

D'un côté, les fonds octroyés par AMC servent à financer des projets, réunis dans ce qu'on appelle un « programme pays », qui recense toute l'aide bilatérale sous forme de projets concrets. Ces initiatives sont déployées dans les communautés locales, souvent par l'intermédiaire de partenaires locaux et canadiens. Il peut s'agir de projets en éducation, en santé, en gouvernance, en développement économique, en adaptation aux changements climatiques ou autres. Par ces projets, le gouvernement agit principalement comme bailleur de fonds, c'est-à-dire que son apport est essentiellement financier. La particularité est la suivante : seuls les projets qui intègrent une considération pour le genre et qui respectent les engagements féministes pris par le Canada peuvent obtenir un financement. En procédant ainsi, on tente d'amorcer des changements dans une approche ascendante, c'est-à-dire que les projets visent principalement des communautés locales et des groupes précis de la société. Les projets doivent donc inclure les femmes, filles et adolescentes en tant que public cible, ou encore effectuer un plaidoyer sensible au genre. En essayant de motiver un changement dans la population, on espère ensuite que l'aide au développement se répercutera en des améliorations plus généralisées du niveau de vie. Les femmes étant les plus touchées par la polycrise, cette façon de faire pourrait engendrer des retombées intéressantes pour mitiger les effets des crises.

C'est une façon de procéder qui semble efficace, selon plusieurs personnes intervenantes rencontrées. Comme le mentionne l'une d'elles : « dans ma perspective, la meilleure manière d'amener du changement, c'est d'outiller des femmes maliennes par des hommes maliens à confronter des hommes maliens ». En menant par exemple des activités de sensibilisation sur le rôle des femmes auprès des hommes, on peut valoriser la place des femmes et l'impact de leur inclusion dans les différents milieux. Les intervenants doivent prendre en considération les spécificités culturelles et doivent



adapter leur vocabulaire pour favoriser la réceptivité du message auprès des Maliens, en particulier dans ce contexte où les leaders religieux profitent de la polycrise pour étendre leur influence. L'usage de proverbes locaux, par exemple, permet des échanges plus faciles. Un projet canadien s'intitule d'ailleurs « Dou Touloma », ce qui signifie « femme, pilier de la famille » en bambara. On tente également d'éviter des termes qui pourraient être considérés comme tabous, à l'instar du mot « sexe ».

De l'autre côté, AMC met en œuvre un volet plus politique pour faire avancer la cause de l'égalité entre les genres au Mali, c'est-à-dire que le personnel travaillant au Mali entretient des liens avec les autorités locales et les organismes de la société civile. Plusieurs personnes employées canadiennes sont envoyées en affectation à l'ambassade de Bamako et alimentent ces relations, dont des chargées de projets et une cheffe de coopération, entre autres. À cela s'ajoute une équipe de personnes employées localement, qui font partie de ce qu'on appelle le « projet d'appuis de service sur le terrain », ou le « PSAT » dans le jargon. Ces personnes sont toutes maliennes, permettant de faciliter les liens entre le Canada et le pays bénéficiaire. Elles sont sensibles aux spécificités culturelles locales étant elles-mêmes maliennes, ressentent directement les répercussions de la polycrise, et savent ainsi comment faire passer plus efficacement les plaidoyers auprès des décideurs publics. Dans ce cadre, on pense plutôt à une approche descendante, constatant que le Canada envoie des messagers pour tenter d'influencer les prises de décisions gouvernementales du Mali.

En entretien, une personne intervenante a d'ailleurs soulevé cette dynamique allant dans les deux sens : « Moi, je travaillais vraiment au niveau institutionnel. J'essayais d'aller au plus haut niveau, c'est-à-dire institutionnel, voire politique, pour que ça redescende. C'était vraiment *top-down*. À l'inverse, souvent, les projets sont *bottom-up*, donc on va aider les bénéficiaires, puis on espère que les autorités locales vont comprendre... Mais on essaie aussi de changer, influencer les choses par le haut ». Ces actions politiques peuvent avoir lieu au sein de comités de coordination de l'aide avec d'autres bailleurs de fonds, dans des relations bilatérales directement avec le gouvernement malien, auprès de leaders d'influence locaux, etc. En alliant les approches ascendantes et descendantes, la PAIF joue donc sur deux fronts pour tenter de faire avancer son plaidoyer en faveur de l'égalité entre les genres malgré le contexte difficile. Les projets, plus pragmatiques, visent donc à contribuer à l'*empowerment* des femmes au sein de leurs communautés, à un moment où les structures de gouvernance sont particulièrement ébranlées. Parallèlement, par son volet politique, AMC tente aussi de susciter des changements dans la structure de gouvernance nationale, en militant pour une meilleure inclusion des enjeux genrés dans les décisions politiques.

## L'impact de la polycrise

En contrepartie, la polycrise a clairement un impact clair sur les retombées de l'aide au développement au Mali, selon les personnes intervenantes. Parmi les aspects soulevés par celles-ci, deux enjeux majeurs sont ressortis : l'insécurité et l'influence des leaders religieux. De surcroît, constatant l'imprévisibilité du contexte, certaines régions ont été délaissées par AMC pour le financement de



projets, considérant que les fonds seraient mieux investis ailleurs. Comme en témoigne un partenaire canadien : « ce que les bailleurs disaient, c'était que les fonds ne sont pas illimités. Il faut donc faire de la priorisation pour comprendre quels sont les vrais besoins, et où on a le plus d'impact ». Les études ont d'ailleurs démontré que cette priorisation est souvent faite sous l'impulsion d'impératifs politiques, pour d'autres bailleurs de fonds comme les pays européens (Osland et Erstad, 2020 ; Bøås, 2019).

L'insécurité engendre de multiples défis pour l'aide au développement. En raison des conflits, bon nombre de personnes sont déplacées à l'interne du Mali, ce qui a pour effet de réduire les activités agricoles, de raréfier l'accès aux moyens de subsistance et mène à une augmentation des cas de malnutrition. Cela augmente donc la vulnérabilité des communautés locales, et augmente les pressions sur les projets préexistants. L'insécurité se ressent également pour les équipes déployées sur le terrain, qui parfois peinent à mener leurs activités de façon sécuritaire. L'une des personnes interviewées évoque : « Il y a des choses que tu ne peux pas contrôler. Tu peux bien bâtir ton projet, essayer de faire une différence, mais il y a des choses que tu ne peux pas contrôler. Donc si l'insécurité s'empire, ça fait en sorte que ça fait des pressions sur notre programme ici ».

Parallèlement, en raison de la polycrise, les leaders religieux extrémistes ont gagné en influence. Cela affecte concrètement la mise en œuvre de l'aide internationale canadienne, puisque la programmation est affectée, voire bloquée par ceux-ci. « Il y a un imam qui a beaucoup d'influence, qui, à un certain point, avait refusé qu'une des composantes de *Sexual and reproductive Health and Rights* (SRHR) soit enseignée, parce qu'il disait que ça ne devrait pas. Et donc ça a un impact sur le programme, parce qu'il faut faire attention avec le langage qu'on utilise », soulève un partenaire. « L'égalité des genres, l'égalité du genre... ça dépend. Au Mali, on parlait "du genre" parce qu'on n'incluait pas tout ce qui était LGBTQ2+. Si on parlait "des genres", pour eux, on ouvrirait ça à plus que les hommes et les femmes... Et déjà, ouvrir ça aux femmes, c'était un peu compliqué avec les leaders religieux qui ont mis un frein à plusieurs initiatives », corrobore une personne employée d'AMC.

Le caractère changeant du contexte de polycrise apporte également des enjeux en termes de reddition de compte et d'évaluation des projets. « On essaie d'aller chercher du financement pour mesurer l'impact de notre projet, puis on sent que c'est difficile à isoler l'impact de notre projet vs la situation sécuritaire, puis globale. L'impact serait plus facilement mesurable si la situation était restée un peu la même tant au niveau sécuritaire et tout. Ça change, donc on arrive difficilement à mesurer », soulève une personne intervenante. Loin d'être une situation linéaire, il est difficile de comparer les temporalités pré et post-projets pour voir quelles sont les retombées de l'aide au développement, selon les partenaires.

En revanche, certains mécanismes d'évaluation existent pour tenter de s'adapter en cours de projet ou de politique si nécessaire. Par exemple, côté politique, le Canada a joué un rôle de plaidoyer et de conseil auprès du gouvernement malien en déployant une personne experte du PSAT pour l'assister dans l'évaluation de sa politique nationale genre, exercice qui aurait probablement été relayé au



second rang en raison de la gestion de la polycrise. Côté programmation, une certaine discrétion est laissée aux partenaires pour s'adapter au contexte changeant, une fois les montants alloués. Certains semblent se fonder particulièrement sur les échos du terrain pour jongler avec les contraintes imposées par la polycrise : « Quand on forme nos professionnels au Mali, on part des besoins avec eux, on fait une analyse terrain des besoins des femmes. Puis, on va à rebours : on part de leurs besoins pour adapter notre la formation, pour répondre aux besoins de la population », mentionne une personne travaillant pour un organisme partenaire.

Cette même personne a toutefois soulevé l'importance des motifs derrière la création de la PAIF : « Je pense qu'il y avait quand même une question de se positionner politiquement avec le gouvernement Trudeau, et je pense qu'il y avait malheureusement une certaine candeur. La réflexion n'a pas nécessairement été poussée plus loin que ça, à savoir si on est capable d'appliquer cette politique-là dans tous les contextes. Je pense que l'idée était sincère, mais un peu naïve, selon moi. » Toujours selon cet individu, les décideurs politiques canadiens auraient eu une certaine méconnaissance de l'applicabilité de cette politique, ayant voulu la généraliser, sans nécessairement considérer les spécificités propres à chaque contexte, dont ceux touchés par de graves crises comme le Mali.

## **Faire face à la polycrise ou aux crises?**

Le Canada, par sa Politique d'aide internationale féministe, tente de contribuer au développement durable en œuvrant dans différents secteurs. Dans ce document d'orientation officiel, il aborde de façon plutôt sectorielle le développement, ayant mis sur pied cinq champs d'action principaux, soit la dignité humaine (santé, éducation, nutrition), la croissance au service de tous (agriculture durable, technologies écologiques et énergies renouvelables), l'environnement et l'action pour le climat (adaptation, mitigation et gestion de l'eau), la gouvernance inclusive (démocratie, droits de la personne) et la paix et la sécurité. Au travers de ces champs d'action, on retrouve une thématique transversale, celle de l'égalité des genres, axée sur le renforcement du pouvoir des femmes, filles et adolescentes. « Notre projet qui est financé par AMC, la principale thématique c'est l'entrepreneuriat dans une perspective de croissance économique au profit de tous. Puis, il y a l'égalité des genres comme thématique transversale, ça se rattache ensemble », a témoigné un partenaire en entrevue. En procédant ainsi, AMC peut viser les besoins prioritaires propres à chaque pays, en maintenant une donnée constante à tout le programme. Cela pourrait donc théoriquement laisser au Canada une plus grande latitude pour choisir ses champs d'interventions prioritaires dans un pays en crise comme le Mali, malgré l'impératif de considérer le genre transversalement. Et cette considération, les populations locales la connaissent bien : une personne employée chez AMC soulignait s'être fait dire souvent « Ah, vous le Canada, c'est le genre, c'est le genre, c'est le genre ».



Mais en soi, les projets mis en œuvre par le programme Mali couvrent chacun des cinq champs d'action. On voit donc que la stratégie retenue est celle de s'attaquer à la polycrise par une multitude d'approches, mais en ayant tout de même des liens communs entre les projets grâce à l'approche féministe transversale. Le genre est intégré à degré variable d'un projet à l'autre, mais il est toujours considéré pour l'octroi de financements. Un partenaire canadien interviewé a soulevé, quelque part, l'importance de gérer la polycrise sur plusieurs fronts, puisqu'ils sont complémentaires : « Tu sais, nous, on se rend compte qu'on a beau travailler comme ça ne se peut pas dans [x domaine], si ce n'est pas accompagné d'activités génératrices de revenus... Tu sais, le développement économique et [x domaine], ça va ensemble [...] on ne peut pas approcher [notre domaine] avec des œillères ».

Un partenaire malien partageait cette opinion, mais soulevait pour sa part l'importance de ne pas trop s'éparpiller pour autant : « notre projet actuel, [...] c'est un projet pluridisciplinaire avec plusieurs composantes. Mais quand même, il faut aussi essayer de gérer en sorte qu'on ne disperse pas nos efforts. En dispersant les efforts, on n'aura pas d'impact. Les projets n'auront pas d'impact sur les femmes parce que souvent on a tendance à séparer des choses qui ne sont pas séparables. Il faut les mettre ensemble pour que ça soit vraiment une plus-value ». Il faut donc éviter la surcompartimentalisation des champs d'action, selon cet acteur terrain. Mais, en incluant la donnée genre dans le portrait, AMC tente de focaliser ses actions autour d'une orientation commune à tous ces projets, afin qu'il demeure un fil conducteur entre eux.

## Conclusion

Les témoignages recueillis dans le présent corpus permettent donc d'établir plusieurs choses : d'une part, le Canada tente de mettre en œuvre sa Politique d'aide internationale féministe au Mali, malgré le contexte de polycrise. Pour y parvenir, le programme d'aide au développement bilatéral d'Affaires mondiales Canada emploie simultanément des approches ascendantes (*bottom-up*) et descendantes (*top-down*). AMC tente également d'aborder la situation de polycrise dans son ensemble, en optant à la fois pour une approche micro (selon les champs d'action) et une approche macro (avec l'égalité entre les genres comme thématique transversale). Il est toutefois indéniable pour les acteurs du milieu que la reddition de comptes est plus ardue en raison de la polycrise, rendant très difficile de mesurer les impacts du programme d'aide au développement au Mali. Le contexte étant porté à évoluer, les modalités d'évaluations des retombées de l'aide ne peuvent pas être rigides ou inflexibles si elles souhaitent témoigner des gains concrets faits sur le terrain. Il ne s'agit pas d'un contexte de laboratoire où l'on contrôle les paramètres, tel que l'a soulevé un partenaire canadien. Malgré cela, la volonté de s'ancrer dans les besoins réels des communautés locales contribue à atténuer les effets de la polycrise, sachant que le dialogue avec les femmes, filles et adolescentes locales permet de mieux les inclure dans l'élaboration et la mise en œuvre de solutions durables.



À l'extérieur du programme bilatéral d'aide au développement, il faut soulever qu'AMC jumèle également d'autres approches mises en œuvre par d'autres secteurs du ministère, dont celui du Programme pour la stabilisation et les opérations de paix (PSOPs). Pour avoir une vision encore plus vaste de la structure de l'aide canadienne sur le terrain, l'approche « triple nexus » serait pertinente à étudier en contexte de polycrise comme celui du Mali. Ce type d'approche, qui propose d'agir simultanément sur le plan humanitaire, du développement et des opérations de stabilisation et de paix, a déjà fait l'objet de certaines recherches (Cochrane et Wilson, 2023; Sanchez Garcia, 2022), mais il serait intéressant de voir comment le cadre féministe promu par le Canada dans la PAIF infère sur cette triple programmation, et si elle permet d'agir à la fois sur les causes et les symptômes de la polycrise.

## **Financement**

Cet article a été soutenu par le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada dans le cadre du Programme de bourses d'études supérieures du Canada au niveau de la maîtrise, par le Fonds de recherche du Québec - Société et culture (FRQSC) dans le cadre de la bourse de maîtrise en recherche [330354], et par l'Université de Sherbrooke dans le cadre de la bourse d'excellence en recherche de la Faculté des lettres et sciences humaines.



## Références bibliographiques

- Abiral, Bürge, 2016, « Silencing Sexual Violence and Vulnerability: Women’s Narratives of Incarceration during the 1980—1983 Military Junta in Turkey », dans Ayşe Altınay et Andrea Pető (dir.), *Gendered Wars, Gendered Memories*, Routledge, 2016.
- Aguinaga, Margarita, Lang, Miriam, Mokrani, Dunia et Alejandra Santillana, 2012, « Development Critiques and Alternatives: A Feminist Perspective », dans Miriam Lang et Dunia Mokrani (dir.), *Beyond Development – Alternative Visions from Latin America*, 41-59, consulté le 08/09/24, URL [https://www.tni.org/files/download/beyonddevelopment\\_critiques.pdf](https://www.tni.org/files/download/beyonddevelopment_critiques.pdf)
- Allen, Nathalie, 2022, « Gender Disparity and Climate Change—Addressing the Disproportionate Effects of Climate Change on Women », *Global Energy Law and Sustainability*, vol. 3, no. 2, 206-26, consulté le 08/09/24, URL <https://doi.org/10.3366/gels.2022.0080>
- AMC (Affaires mondiales Canada), 2017, *Politique d’aide internationale féministe du Canada*, consulté le 05/04/24, URL [https://www.international.gc.ca/world-monde/assets/pdfs/iap2-fra.pdf?\\_ga=2.182283235.572813410.1712348903-1809833637.1705695704](https://www.international.gc.ca/world-monde/assets/pdfs/iap2-fra.pdf?_ga=2.182283235.572813410.1712348903-1809833637.1705695704)
- Baum, Seth et Anthony Barrett, 2018, « Towards an integrated assessment of global catastrophic risk », *Catastrophic and Existential Risk: Proceedings of the First Colloquium*, 41-62, consulté le 19/04/24, URL [https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract\\_id=3046816](https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=3046816) Google Scholar
- Bøås, Motren, 2019, « The Sahel Crisis and the Need for International Support », *Policy Dialogue*, No. 15, 1-58, consulté le 10/09/24, URL <https://www.diva-portal.org/smash/get/diva2:1367463/FULLTEXT01.pdf>
- Cadesky, Jessica, 2020, « Built on shaky ground: Reflections on Canada’s Feminist International Assistance Policy », *International Journal*, vol. 75, no. 3, 298–312, consulté le 08/09/24, URL <https://doi.org/10.1177/0020702020953424>
- Canada, 2024, *DonnéesDev : Tableau de bord des dépenses du Canada en aide internationale*, consulté le 19/11/22, URL <https://www.international.gc.ca/transparency-transparence/international-assistance-report-stat-rapport-aide-internationale/dashboard-tableau-bord.aspx?lang=fra>
- Chapnick, Adam, 2019, « The origins of Canada’s feminist foreign policy », *International Journal*, vol. 74, no. 2, 191–205, consulté le 02/10/22, URL <https://doi.org/10.1177/0020702019850827>
- Cochrane, Logan et Alexandra Wilson, (2023), « Nuancing the double and triple nexus: analyzing the potential for unintended, negative consequences », *Development Studies Research*, vol 10, no.1, consulté le 13/05/24, URL <https://doi.org/10.1080/21665095.2023.2181729>
- Daniel, Serge, 2024, « Mali: plus de 80 associations et partis politiques demandent le retour à l’ordre constitutionnel », *RFI*, 1<sup>er</sup> avril, consulté le 05/04/24, URL <https://rfi.my/ATdA>



- Dankelman, Irene et Kavita Naidu, 2020, « Introduction: Gender, development, and the climate crisis », *Gender & Development*, vol. 28, no. 3, 447-457, consulté le 08/09/24, URL <https://doi.org/10.1080/13552074.2020.1843830>
- Donno, Daniela, Fox, Sara, et Joshua Kaasik, 2022, « International incentives for women's rights in dictatorships », *Comparative Political Studies*, vol. 55, no. 3, 451-492, consulté le 08/09/24, URL <https://doi.org/10.1177/00104140211024306>
- Easterly, William, 2007, *The White Man's Burden: Why the West's Efforts to Aid the Rest Have Done So Much Ill and So Little Good*, Penguin Books, 448.
- Francis, David, 2013, « The regional impact of the armed conflict and French intervention in Mali », *Norwegian peacebuilding resource centre*, consulté le 02/04/24, URL <https://www.files.ethz.ch/isn/163177/f18726c3338e39049bd4d554d4a22c36.pdf>
- Frayssinhes, Jean, 2023, « Les polycrises dues au réchauffement climatique : essai d'opérationnalisation d'une réponse transdisciplinaire efficace », *Rencontres transdisciplinaires - Bulletin interactif du Centre International de Recherches et Études Transdisciplinaires (CIRET)*, consulté le 02/04/24, URL <https://hal.science/hal-04376147/document>
- Godin, Romaric, 2023, « Vive la "polycrise" ! Grandeur et misère d'une notion à la mode », *Revue du Crieur*, vol. 23, no. 2, 66-79, consulté le 02/04/24, URL <https://doi.org/10.3917/crieu.023.0066>
- Harman, Sophie, 2018, « Ebola, gender and conspicuously invisible women in global health governance », dans Sophie Harman (dir.), *The International Politics of Ebola*, Routledge, 152-169.
- Holder, Gilles, 2021, « Leadership religieux, champ politique et vérité au Mali - L'exercice populaire de la critique publique chez Ançar Dine », *Colloque international de Bamako 2021 - Reconfigurations maliennes et situations ouest-africaines : cohésions, territoires et développement*, Laboratoire Mixte International MACOTER, consulté le 05/04/24, <https://hal.science/hal-04307504>
- Jakupec, Viktor, et al., 2024, *Foreign Aid in a World in Crisis: Shifting Geopolitics in the Neoliberal Era*, Taylor & Francis Group, 121.
- Khan, Themrise, Dickson, Kanakulya et Maika Sondarjee, 2023, *White Saviorism in International Development – Theories, practices and lived experiences*, Daraja Press, 241.
- Lawrence, Michael et al., 2024, « Global Polycrisis: The Causal Mechanisms of Crisis Entanglement », *Global Sustainability*, vol. 7, no. 6, consulté le 19/04/24, URL <https://doi.org/10.1017/sus.2024.1>
- Loua, Seydou et Bréma Ely Dicko, 2019, « Impacts de la crise sécuritaire sur les activités de production dans les régions de Mopti, Gao et Tombouctou », *Revue semestrielle de l'Université des lettres et des sciences humaines de Bamako*, no. 04, 144-154, consulté le 05/04/24, URL <https://www.revues.ml/index.php/rml/article/view/1525/1071>
- Mills, Janell, 2000, « Militarism, civil war and women's status: a Burma case study », dans Louise Edwards et Mina Roces (dir.), *Women in Asia*, Routledge, 344.



- Mooi-Reci, Irma, et Barbara J. Risman, 2021, « The Gendered Impacts of COVID-19: Lessons and Reflections », *Gender & Society*, vol. 35, no. 2, 161-167, consulté le 08/09/24, URL <https://doi.org/10.1177/08912432211001305>
- Morin, Edgar et Anne-Brigitte Kern, 1999, *Homeland Earth: A Manifesto for the New Millenium*, Hampton Press, 153.
- Morton, Sam E., Muchiri, Judyannet et Liam Swiss, 2020, « Which feminism(s)? For whom? Intersectionality in Canada's Feminist International Assistance Policy », *International Journal*, vol. 75, no. 3, 329-348, consulté le 08/09/24, URL <https://doi.org/10.1177/0020702020953420>
- Moyo, Dambisa, 2009, *Dead Aid: Why Aid Is Not Working and How There Is Another Way for Africa*, Douglas & McIntyre, 208.
- MSF (Médecins sans frontières), 2023, *Mali: la violence s'intensifie, l'accès aux soins des populations se réduit*, 13 décembre, consulté le 05/04/24, URL <https://www.medecinssansfrontieres.ca/mali-la-violence-sintensifie-laces-aux-soins-des-populations-se-reduit/>
- OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques), 2024, *Geographical Distribution of Financial Flows to Developing Countries 2024*, consulté le 05/04/24, URL <https://doi.org/10.1787/fbd9569c-en-fr>
- Okun, Arthur M., 1975, *Equality and Efficiency: The Big Tradeoff*, **Brookings Institution Press, 1975, 172.**
- Osland, Kari M. et Henriette U. Erstad, 2020, « The Fragility Dilemma and Divergent Security Complexes in the Sahel », *The International Spectator*, vol. 55, no. 4, 18-36, consulté le 10/09/24, URL <https://doi.org/10.1080/03932729.2020.1833474>
- Plan International, 2024, *Des choix impossibles, des voix ignorées – Comment la faim et les conflits portent atteinte aux droits des filles dans la région du Sahel*, consulté le 05/04/24, URL <https://reliefweb.int/attachments/6bbbbbfef-cf71-4944-836d-ed777026654e/Impossible%20choices%20French%20version.pdf>
- Ramalingam, Ben, 2015, *Aid on the Edge of Chaos: Rethinking International Cooperation in a Complex World*, Oxford University Press, 480.
- Sabatier, Paul A, 1986, « Top-down and Bottom-up Approaches to Implementation Research: A Critical Analysis and Suggested Synthesis », *Journal of Public Policy*, vol. 6, no. 1, 21-48, consulté le 19/04/24, URL <http://www.jstor.org/stable/3998354>
- Sachs, Jefferey, 2005, *The End of Poverty: Economic Possibilities for Our Time*, The Penguin Press, 413, consulté le 19/04/24, URL [http://www.economia.unam.mx/cedrus/descargas/jeffrey\\_sachs\\_the\\_end\\_of\\_poverty\\_economic\\_possibilities\\_for\\_our\\_time\\_\\_2006.pdf](http://www.economia.unam.mx/cedrus/descargas/jeffrey_sachs_the_end_of_poverty_economic_possibilities_for_our_time__2006.pdf)
- Sanchez Garcia, Eric, 2022, « Unpacking the peace pillar of the Triple Nexus », *Development in Practice*, vol. 33, no. 3, 328-333, consulté le 08/09/24, URL <https://doi.org/10.1080/09614524.2022.2081314>



- Sauvage, Grégoire, 2023, « Mali : ce qu'il faut savoir du retrait définitif de la Minusma », *France 24*, 31 décembre, consulté le 05/04/24, URL <https://f24.my/A1hp>
- Scott, James C, 1998, *Seeing Like a State: How Certain Schemes to Improve the Human Condition Have Failed*, Yale University Press, 464, consulté le 19/04/24, URL <http://www.jstor.org/stable/j.ctt1nq3vk>
- Sondarjee, Maika, 2020, *Perdre le Sud – Décoloniser la solidarité internationale*, Écosociété, 270
- Starr, Lisa et Claudia Mitchell, 2018, « How can Canada's feminist international assistance policy support a feminist agenda in Africa? Challenges in addressing sexual violence in four agricultural colleges in Ethiopia », *Agenda*, vol. 32, no.1, 107-118, consulté le 16/04/24, URL <https://doi.org/10.1080/10130950.2018.1427692>
- St-Georges, Jade, 2023, « Un cadre d'analyse féministe intersectionnel à visée décoloniale de la coopération internationale », *Recherches Féministes*, vol. 36, no. 2, 193-213, consulté le 08/09/24, URL <https://doi.org/10.7202/1111382ar>
- Terriennes, Louise Pluyaud, 2021, « Crise au Sahel : les filles sont la moitié de la solution », *TV5 Monde*, 12 avril, consulté le 16/04/24, URL <https://afrique.tv5monde.com/information/crise-au-sahel-les-filles-sont-la-moitie-de-la-solution>
- Tobie, Aurélien et Boukary Sangaré, 2019, « Impacts des groupes armés sur les populations au nord et au centre du Mali », *Stockholm international Peace Research Institute – SIPRI*, consulté le 04/04/24, URL [https://www.sipri.org/sites/default/files/2019-11/1910\\_sipri\\_report\\_impacts\\_des\\_groupes\\_armes\\_sur\\_les\\_populations\\_au\\_nord\\_et\\_au\\_centre\\_du\\_mali.pdf](https://www.sipri.org/sites/default/files/2019-11/1910_sipri_report_impacts_des_groupes_armes_sur_les_populations_au_nord_et_au_centre_du_mali.pdf)
- Tooze, Adam, 2022, « Welcome to the world of the polycrisis », *Financial Times*, 28 octobre, consulté le 02/04/24, URL <https://nouveau-eureka-cc.ezproxy.usherbrooke.ca/Link/unisher1/news-%c2%b720221029%c2%b7GF%c2%b7182820202>
- Traoré, Idrissa Soïba et Brema Ely Dicko, 2019, *Le mariage précoce au Mali – Du camouflage des textes à la défense des pseudos valeurs sacralisantes*, Centre de Recherches Pour Le Développement international, consulté le 05/04/24, URL <https://idl-bnc-idrc.dspacedirect.org/server/api/core/bitstreams/37789afc-8b7e-4e5b-8e9d-31826325a12a/content>
- UCDP (Uppsala Conflict Data Program), 2024, *Mali*, consulté le 05/04/24, URL <https://ucdp.uu.se/country/432>
- UNFPA (Fonds des Nations unies pour la population au Mali), 2019, *2017-2018 Rapport Annuel*, 2019, consulté le 05/04/24, URL [https://mali.unfpa.org/sites/default/files/pub-pdf/UNFPA%20Mali%20Rapport%20Annuel%202017-2018\\_landscape.pdf](https://mali.unfpa.org/sites/default/files/pub-pdf/UNFPA%20Mali%20Rapport%20Annuel%202017-2018_landscape.pdf)
- UNHCR, 2024, *Operational data portal – Regional bureau of West and Central Africa*, consulté le 08/09/24, URL <https://data.unhcr.org/en/situations/rbwca>
- UNOCHA (Bureau de la coordination des affaires humanitaires), 2024, *Mali – Rapport de situation*, 15 février, consulté le 05/04/23, URL <https://reports.unocha.org/fr/country/mali/>



Uphoff, Norman, 2017, « SRI: An Agroecological Strategy to Meet Multiple Objectives with Reduced Reliance on Inputs », *Agroecology and Sustainable Food Systems*, vol. 41, no. 7, 825–54, consulté le 19/04/24, URL <https://doi.org/10.1080/21683565.2017.1334738>

USAID (U.S. Agency for International Development), 2023, « Accès limité des pauvres aux aliments au nord et centre du pays à cause des prix élevées et les conflits », *Famine Early Warning System Network (FEWS Net)*, décembre, consulté le 05/04/23, URL <https://fews.net/fr/west-africa/mali/mise-jour-sur-la-securite-alimentaire/decembre-2023>

Zoellick, Robert B, 2008, « Fragile States: Securing Development », *Survival*, vol. 50, no. 6, 67–84, consulté le 10/09/24, URL <https://doi.org/10.1080/00396330802601859>

